

**CONVENTION RELATIVE AU VERSEMENT
D'UNE AVANCE DE TRESORERIE
« TEPOS 2026 »**

ENTRE LES SOUSSIGNES :

La Communauté de communes **AUX SOURCES DU CANAL DU MIDI** domiciliée 20
rue Jean Moulin 31250 REVEL

représentée par son Président, **Laurent HOURQUET**, en exercice régulièrement habilité
à signer la présente convention par délibération du

ET

Le PETR du Pays Lauragais domicilié 3 Chemin de l'Obélisque, 11320
MONTFERRAND

représenté par son Président, Gilbert HEBRARD en exercice régulièrement habilité à
signer la présente convention par délibération du 4 décembre 2025

Il est convenu ce qui suit :

PREAMBULE

Vu l'article L 511-5 du Code Monétaire et financier qui dispose qu'il est interdit à toute
personne autre qu'un établissement de crédit ou une société de financement d'effectuer
des opérations de crédit à titre habituel.

Considérant que la jurisprudence autorise toutefois exceptionnellement et
ponctuellement, le prêt entre collectivités territoriales à condition d'un intérêt public, d'un
intérêt propre du bailleur de fonds, que le prêt soit prévu dans le budget de la collectivité
qui l'octroie et que le projet soit affecté à titre gracieux.

Compte tenu des avances importantes de trésorerie que doit faire le PETR du Pays
Lauragais dans le cadre de la préparation de l'évènement TEPOS 2026 dans l'attente du
déblocage des avances et subventions rattachées à l'évènement,

Considérant la demande du PETR faite à la communauté de communes **AUX SOURCES
DU CANAL DU MIDI** en vue d'obtenir une aide remboursable exceptionnelle pour couvrir
ce besoin de trésorerie.

REÇU EN PREFECTURE
le 15/12/2025

Application agréée E-legalite.com

99_DE-031-200050938-20251204-40_2025-DE

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir l'objet, le montant, les conditions d'utilisation et les modalités de paiement de l'avance remboursable attribuée au PETR du Pays Lauragais

ARTICLE 2 : OBJET ET MONTANT DE L'AVANCE REMBOURSABLE

La communauté de Communes **AUX SOURCES DU CANAL DU MIDI** accepte de consentir, à titre gratuit, une avance de trésorerie maximale de 62.500 € au PETR du Pays Lauragais, et ce pour la période du 1er janvier 2026 au 1er avril 2027 selon le calendrier de versement ci-après :

- Une première avance de 37.000€ en janvier 2026,
- Une deuxième avance de 25.500€ en juillet 2026.

Ces avances sont établies sur le budget prévisionnel de l'annexe 1.

En cas de minoration de ce budget, le montant des avances pourra être réduit proportionnellement sans qu'il soit nécessaire de signer un avenant.

Dans ce cas, Le PETR du Pays Lauragais s'engage à fournir à la Communauté de communes **AUX SOURCES DU CANAL DU MIDI** un nouveau budget prévisionnel réduisant les montants de charges et de recettes.

ARTICLE 3 : MODALITES DE VERSEMENT ET DE REMBOURSEMENT DE L'AVANCE

Le PETR du Pays Lauragais communiquera à la Communauté de communes **AUX SOURCES DU CANAL DU MIDI** l'état actualisé du budget prévisionnel et de sa réalisation partielle au moins 8 jours avant chaque échéance prévue à l'annexe 2.

La Communauté de communes **AUX SOURCES DU CANAL DU MIDI** émettra un mandat de dépense au bénéfice du PETR du Pays Lauragais à l'échéance prévue en annexe 2 pour verser l'avance ou pourra, si elle le souhaite, l'anticiper.

Le PETR du Pays Lauragais s'engage à rembourser en une fois l'avance au plus tard au 1er avril 2027 selon l'échéancier de remboursement de l'avance prévu en annexe 2 ou pourra, s'il le souhaite, l'anticiper en tout ou partie.

Au moment du remboursement, le PETR du Pays Lauragais émettra un mandat.

ARTICLE 4 : EXIGIBILITE DE L'AVANCE

Le PETR du Pays Lauragais produira en même temps que son remboursement d'avance un état définitif de la réalisation financière de l'action.

Dans le cas où le versement de l'avance ne serait pas réalisé à son échéance dans les conditions de l'article 3, Le PETR du Pays Lauragais pourra en demander le versement qui deviendra exigible un mois après réception par la Communauté de communes **AUX SOURCES DU CANAL DU MIDI** d'une lettre recommandée avec accusé de réception non suivie d'effet. Il pourra émettre un titre de recette qui obligera

la Communauté de communes **AUX SOURCES DU CANAL DU MIDI** .

Le PETR du Pays Lauragais pourra émettre un mandat et demander au trésorier de réaliser toute démarche nécessaire à son recouvrement.

Dans le cas où le versement du remboursement l'avance ne serait pas réalisée à son échéance dans les conditions de l'article 3, la Communauté de communes **AUX SOURCES DU CANAL DU MIDI** pourra en demander le versement qui deviendra exigible un mois après réception par le bénéficiaire d'une lettre recommandée avec accusé de réception non suivie d'effet. Elle pourra émettre un titre de recette qui obligera le PETR du Pays Lauragais.

La Communauté de communes **AUX SOURCES DU CANAL DU MIDI** pourra émettre un mandat et demander au trésorier de réaliser toute démarche nécessaire à son recouvrement.

Le PETR du Pays Lauragais pourra solliciter un délai supplémentaire ne pouvant excéder 6 mois dans le cas où il justifierait que des actes ne seraient toujours pas recouvrés pour des montants significatifs, ne lui permettant pas raisonnablement de rembourser l'avance.

Le PETR du Pays Lauragais justifiera des diligences exercées pour obtenir les recettes dont il estime être créancier.

La Communauté de communes **AUX SOURCES DU CANAL DU MIDI** ne sera pas tenue d'accéder à cette demande, mais pourra le faire sans avenant supplémentaire.

ARTICLE 5 : ENGAGEMENTS RECIPROQUES

Le PETR du Pays Lauragais s'engage à utiliser l'avance exclusivement pour la réalisation de l'évènement cité en préambule. Il s'engage à fournir des éléments budgétaires et financiers actualisés et sincères.

La Communauté de communes **AUX SOURCES DU CANAL DU MIDI** s'engage à faire toute diligence pour verser l'avance remboursable dans les conditions des présentes.

ARTICLE 6 : DUREE DE LA CONVENTION - RESILIATION

La convention entrera en vigueur à compter de sa signature par les parties et produira ses effets jusqu'au remboursement intégral de l'avance.

En cas de non-respect des clauses de la présente convention : non-exécution totale ou partielle de l'évènement, modification du plan de financement ou du programme sans autorisation préalable, de l'utilisation des fonds non conforme à l'objet de la présente convention, La Communauté de communes **AUX SOURCES DU CANAL DU MIDI** pourra exiger le remboursement anticipé des sommes versées au titre des aides attribuées.

ARTICLE 7 : DROIT APPLICABLE, ELECTION DE DOMICILE

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal Administratif de Toulouse. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet www.telerecours.fr. Cependant les parties s'engagent avant tout recours contentieux à se rencontrer afin de trouver une solution amiable.

Fait à Montferrand, en 2 exemplaires, le

Pour le PETR Du Pays Lauragais	Pour la Communauté de communes xxx
Le Président, Gibert Hébrard	Le Président, xxx

REÇU EN PREFECTURE

le 15/12/2025

Application agréée E-legalite.com

99_DE-031-200050938-20251204-40_2025-DE

ANNEXE 1 : Budget prévisionnel du projet

Dépenses		Recettes	
Restauration	56 000€	Billetterie	80 000€
Navettes	30 000€	Intercommunalités	20 000€
Communications	15 000€	Subventions	165 000€
Aménagement des espaces	5 000€	Mécénat	35 000€
Villages	5 000€		
Frais intervenants	5 000€		
Prestations son/image/lumière	55 000€		
Médiation	5 000€		
Animations	25 000€		
Secours et sécurité	7 000€		
Coordination	76 000€		
Assurances	4 000€		
Frais accueil congressistes	12 000€		
	300 000€		300 000€

ANNEXE 2 : ECHEANCIER DE VERSEMENT ET DE REMBOURSEMENT

Communauté de communes	Participation Décembre 2025		Total Avances trésorerie	Répartition des avances sur trésorerie		Régularisation du PETR >> EPCI
				Avance 1 Janvier 2026	Avance 2 Juillet. 2026	
CCPLM	5 000 €		62 500 €	37 000 €	25 500 €	62 500 €
CCCLA	5 000 €		62 500 €	37 000 €	25 500 €	62 500 €
CCTDL	5 000 €		62 500 €	37 000 €	25 500 €	62 500 €
CCSCM	5 000 €		62 500 €	37 000 €	25 500 €	62 500 €

REÇU EN PREFECTURE

le 15/12/2025

Application agréée E-legalite.com

99_DE-031-200050938-20251204-40_2025-DE

Annexe 3 : Bilan et compte d'exploitation prévisionnel

A actualiser par CC si nécessaire

P&L de la SCIC consolidé - en €	2022r (13,5 mois)	2023e	2024e	2025e	2026e	2027e	2028e	2029e	2030e
Produits locatifs	834 026 €	1 294 238 €	1 420 470 €	1 441 562 €	1 628 217 €	1 714 840 €	1 734 278 €	1 753 955 €	1 773 876 €
% Croissance		55%	10%	1%	13%	5%	1%	1%	1%
% CA	50%	65%	65%	60%	59%	56%	54%	54%	53%
Locations de salles	124 057 €	80 868 €	98 913 €	103 491 €	201 854 €	298 172 €	362 073 €	378 733 €	389 493 €
% Croissance		-35%	22%	5%	95%	48%	21%	5%	3%
% CA	7%	4%	5%	4%	7%	10%	11%	12%	12%
Evénements	220 119 €	280 788 €	438 042 €	597 644 €	665 620 €	683 630 €	739 590 €	748 754 €	758 046 €
% Croissance		28%	56%	36%	11%	3%	8%	1%	1%
% CA	13%	14%	20%	25%	24%	22%	23%	23%	23%
Autres produits	503 510 €	323 258 €	238 724 €	257 423 €	277 761 €	368 526 €	376 756 €	385 537 €	394 918 €
% CA	30%	16%	11%	11%	10%	12%	12%	12%	12%
CA Total	1 681 712 €	1 979 151 €	2 196 149 €	2 400 119 €	2 773 453 €	3 065 168 €	3 212 696 €	3 266 980 €	3 316 333 €
% Croissance		18%	11%	9%	16%	11%	5%	2%	2%
Charges variables	435 983 €	247 139 €	293 034 €	359 231 €	388 825 €	398 481 €	423 365 €	429 581 €	435 900 €
Marge Brute	1 245 729 €	1 732 012 €	1 903 115 €	2 040 888 €	2 384 627 €	2 666 687 €	2 789 331 €	2 837 398 €	2 880 434 €
% CA	74%	88%	87%	85%	86%	87%	87%	87%	87%
Autres achats et charges externes	1 774 687 €	1 355 391 €	1 227 859 €	1 252 416 €	1 514 414 €	1 676 946 €	1 710 485 €	1 744 694 €	1 779 588 €
% CA	106%	68%	56%	52%	55%	55%	53%	53%	54%
Impôts, taxes et assimilés	133 890 €	157 224 €	158 796 €	163 560 €	168 467 €	173 521 €	178 727 €	184 088 €	189 611 €
% CA	8%	8%	7%	7%	6%	6%	6%	6%	6%
Total Personnel	343 737 €	522 436 €	437 444 €	467 792 €	522 470 €	563 520 €	574 790 €	586 286 €	598 012 €
% CA	20%	26%	20%	19%	19%	18%	18%	18%	18%
Autres charges de gestion courante	9 177 €	1 224 €		- €	- €	- €	- €	- €	- €
% CA	1%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%
Subventions	- €	158 800 €	252 100 €	245 000 €	220 500 €	198 450 €	178 605 €	169 675 €	161 191 €
EBITDA (avec subventions)	- 1 015 762 €	- 145 464 €	331 116 €	402 120 €	399 776 €	451 151 €	503 935 €	492 005 €	474 414 €
% CA	-60%	-7%	15%	17%	14%	15%	16%	15%	14%
Total D&A	63 691 €	161 112 €	213 512 €	216 246 €	269 620 €	224 935 €	130 918 €	131 518 €	131 785 €
EBIT	- 1 079 453 €	- 306 576 €	117 603 €	185 874 €	130 156 €	226 216 €	373 017 €	360 486 €	342 629 €
% CA	-64%	-15%	5%	8%	5%	7%	12%	11%	10%
Charges financière totales	10 716 €	37 057 €	45 988 €	43 880 €	64 980 €	65 960 €	54 728 €	43 333 €	28 825 €
PNC	- €	- €	- €	- €	- €	21 141 €	28 469 €	36 509 €	132 785 €
Charges exceptionnelles	- 720 €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €
Résultat courant avant impôts	- 1 089 449 €	- 343 633 €	71 616 €	141 994 €	65 175 €	139 116 €	289 819 €	280 644 €	181 019 €
IS	- €	- €	- €	35 499 €	16 294 €	34 779 €	72 455 €	70 161 €	45 255 €
Résultat net	- 1 089 449 €	- 343 633 €	71 616 €	106 496 €	48 882 €	104 337 €	217 364 €	210 483 €	135 764 €

Bilan	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Immos incorporelles nettes	668 628 €	525 368 €	381 564 €	237 928 €	214 216 €	90 667 €	60 333 €	30 000 €	0 €
Immos corporelles nettes	117 973 €	110 102 €	551 893 €	491 784 €	649 875 €	609 490 €	523 905 €	437 720 €	350 935 €
Immos financières	56 265 €	56 265 €	56 265 €	56 265 €	56 265 €	56 265 €	56 265 €	56 265 €	56 265 €
Total immos nettes	842 865 €	691 734 €	989 722 €	785 976 €	920 356 €	756 422 €	640 503 €	523 985 €	407 200 €
Stocks									
Créances clients	679 373€	679 373€	79 000€	79 000€	79 000€	79 000€	79 000€	79 000€	79 000€
Autres créances	311 987€	282 500€	247 500€	247 500€	247 500€	247 500€	247 500€	247 500€	247 500€
Subventions à recevoir	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€
Disponibilités	51 195 €	616 296 €	717 334 €	964 206 €	711 604 €	242 419 €	625 528 €	889 477 €	812 309 €
Autres réalisables et disponibles	153 €		25 000€	30 283€	35 205€	29 340€	19 768€	19 747€	19 781€
Actif circulant (A)	1 042 708€	1 578 169€	1 068 894€	1 320 989€	1 073 309€	598 260€	971 796€	1 235 724€	1 158 590€
Actif	1 885 573€	2 269 904€	2 058 616€	2 106 965€	1 993 665€	1 354 681€	1 612 299€	1 759 709€	1 565 790€
Capital	166 005€	516 005€	516 005€	516 005€	716 005€	716 005€	716 005€	716 005€	716 005€
Réserves légales	0€	0€	12 163€	68 986€	139 559€	281 212€	490 958€	699 198€	909 983€
Autres réserves	0€	0€	8 810€	45 934€	92 043€	184 589€	321 623€	457 673€	595 386€
Subventions d'investissement	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€
Provisions	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€
Quasi-fonds propres	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€
Report à Nouveau	0€	-1 089 449€	-1 295 937€	-1 295 937€	-1 295 937€	-1 295 937€	-1 295 937€	-1 295 937€	-1 295 937€
Résultat	-1 089 449	-206 488	21 153	94 704	117 623	236 087	349 577	347 066	351 309
Capitaux propres	-923 444€	-779 932€	-737 805€	-570 308€	-230 707€	121 956€	582 226€	924 005€	1 276 745€
Comptes courants d'associés	570 127€	515 561€	515 561€	515 561€	515 561€	0€	0€	0€	0€
Emprunts et dettes financières	432 763€	1 200 930€	1 182 258€	1 542 472€	1 334 192€	1 102 725€	900 073€	705 704€	159 045€
Fournisseurs	1 205 045€	1 203 344€	968 602€	489 239€	244 620€	0€	0€	0€	0€
Dettes fiscales et sociales	233 524€	130 000€	130 000€	130 000€	130 000€	130 000€	130 000€	130 000€	130 000€
Autres dettes	367 558€								
Passif circulant (P)	2 809 017€	3 049 835€	2 796 420€	2 677 273€	2 224 372€	1 232 725€	1 030 073€	835 704€	289 045€
Passif	1 885 573€	2 269 904€	2 058 616€	2 106 965€	1 993 665€	1 354 681€	1 612 299€	1 759 709€	1 565 790€

REÇU EN PREFECTURE

le 15/12/2025

Application agréée E-legalite.com

99_DE-031-200050938-20251204-4_0_2025-DE